

LIMINAIRE DU CSAL DU 11 MAI 2023

Le 19 janvier 2023 a donné le départ d'une puissante mobilisation des travailleuses et travailleurs de ce pays pour exiger le retrait de la réforme des retraites initiée par le Président de la République et engagée par le gouvernement.

Pendant plus de 2 mois, une large majorité de français et l'ensemble des syndicats ont manifesté leur opposition à cette réforme.

Malgré les défilés massifs regroupant des nombres inédits de manifestants et des blocages qui s'intensifient, le gouvernement reste sourd aux demandes des salariés et de leurs représentants et a joué, depuis le début de la mobilisation, le pourrissement de la situation, alors que les rassemblements se sont, dans leur immense majorité, déroulés sans heurts majeurs.

En l'absence de majorité parlementaire, l'exécutif a décidé de brider le débat au Sénat et de s'en affranchir devant l'Assemblée Nationale en utilisant l'article 49-3 pour imposer une réforme dont personne ne veut.

Car malgré la communication fallacieuse du gouvernement, les salariés ont bien compris depuis le début qu'à travers cette réforme c'était bien la facture du "quoi qu'il en coûte" que l'on veut leur faire payer, à eux et à eux seuls !

Cette situation a eu pour conséquence de neutraliser la non participation à toutes les instances de dialogue social de la DGFIP au niveau national.

Dans plusieurs courriers adressés au Directeur Général, il a été demandé par l'intersyndicale nationale un étalement des retenues pour fait de grève, sans aucune réponse de sa part à ce jour, c'est dire tout le mépris affiché par notre Direction Générale envers les personnels qui luttent pour le maintien de leurs droits, chèrement acquis au fil des décennies par nos aînés.

Qu'en est til dans l'ORNE, nous vous remercions de vos précisions.

Nous constatons à la DGFIP depuis de nombreuses années, et ici même, dans cette instance, le même mépris à ne jamais prendre en compte les avis souvent unanimes des représentants des personnels sur de nombreux sujets, à commencer par les restructurations et les suppressions d'emplois.

Il ne faut alors pas s'étonner que le dialogue social soit de moins en moins constructif dans notre administration. Le nom de cette instance a changé mais la politique de casse de Bercy demeure constante !

Cette nouvelle instance, le CSAL, risque bien de s'apparenter, comme la précédente, le CTL, à une simple chambre d'enregistrement, où nos avis ne seront pratiquement jamais pris en compte...

Nous avons souvent la curieuse et désagréable sensation de servir de caution morale à la destruction de la DGFIP et cette situation est inacceptable !

Beaucoup de services sont dans la tourmente, à titre d'exemple nous vous citerons le CDIF avec notamment la mise en place de GMBI et ses conséquences pour les personnels : nombreux dysfonctionnement applicatifs avec la mise en place de GesLoc et de ses 3 modules (Surf, Evaloc, Gestion TU), masse de mails impressionnantes via e-contacts à traiter suite au courriel adressé aux propriétaires par la Direction Générale.

Qu'en est t'il du transfert de certaines taxes locales (taxe d'aménagement au cas particulier) sans aucune formation pour les agents, sans logiciel viable ?

Cette situation engendre inévitablement des crispations avec les usagers tant à nos guichets qu'au téléphone, ce qui discrédite nos services et les personnels ! Cette obsession à vouloir automatiser toujours plus nos process se fait souvent au détriment de la qualité du service offert aux usagers. Beaucoup de services vont connaître d'ici à cet été ou connaissent déjà de nombreux départs en retraite et les inquiétudes sont grandes quant à vos capacités réelles à pourvoir tous ces emplois vacants à l'issue du mouvement de mutations du 1er septembre.

Les calibrages en emplois sont insuffisants, notamment après des années de coupes franches dans nos effectifs, le compte n'y est pas Madame la Présidente et vous le savez pertinemment ! Toutes nos missions sont désormais impactées : toujours plus de stress pour les collègues de tout grade, une charge de travail qui augmente, un accueil toujours plus virtuel, une industrialisation accrue de toutes nos tâches quotidiennes (merci le NRP), des services fiscaux de plus en plus pilotés par le numérique et l'intelligence artificielle, des managers en difficulté avec un management souvent hors-sol qui n'améliore pas la vie des services.

Madame la Présidente car à défaut de nous embarquer, les personnels de la DGFIP sont surtout en train d'écluser et de ramer à contre-courant pour ne pas sombrer trop vite ! La DGFIP ne tient que grâce à la conscience professionnelle de vos équipes et à leur implication quotidienne mais les personnels s'épuisent, la démotivation et la résignation se font de plus en plus présentes dans les esprits !

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir nous faire un bilan de la campagne d'évaluation professionnelle en nous communiquant le nombre de refus de participer aux entretiens et le nombre de recours

Notre rôle est de vous alerter sur toutes ces situations et d'exprimer notre profond désaccord avec les réformes engagées ces dernières années par la DGFIP.

Mais nous l'avons maintes et maintes fois exprimé, la théorie est une chose , la pratique en est une autre, aujourd'hui chacun a beaucoup de mal à se retrouver , à s'épanouir dans les nouvelles structures.

Pour certains services, les départs de collègues expérimentés vont mettre un service entier en grosse difficulté, quand déjà il n'était pas en grande forme en raison de sa création.

Ce n'est pas la création du nouveau service avec l'arrivée de contractuels pour compenser la non attractivité nous direz-vous , mais pour nous en nombre bien prévu, qui changera la vision et l'avenir du département.

Si !!!; peut être pendant quelques années pour faire illusion mais à long terme !!!!!

Nous reviendrons sur l'ordre du jour de ce CSAL au cours de la réunion

Les élus FODGFIP 61